



**HAL**  
open science

## ”Tradition parfaite” et négociation de l’État postcolonial

Didier Galibert

### ► To cite this version:

Didier Galibert. ”Tradition parfaite” et négociation de l’État postcolonial: L’Académie malgache à l’épreuve de la décolonisation (1958-2002). Il était une fois les indépendances africaines.. la fin des empires, Centre d’Études Africaines/EHESS, Oct 2010, Paris ( France), France. <https://www.canal-u.tv/chaines/ehess/il-etait-une-fois-les-independances-africaines/2a-artisans-de-l-histoire-et-acteurs>. hal-04528470

**HAL Id: hal-04528470**

**<https://hal.science/hal-04528470>**

Submitted on 1 Apr 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

*« Tradition parfaite » et négociation de l'État postcolonial.*  
*L'Académie malgache à l'épreuve de la décolonisation (1958-2002)*

Par Didier GALIBERT

CEAN-Bordeaux

L'Académie malgache est créée le 23 janvier 1902 par un arrêté<sup>1</sup> du gouverneur général Gallieni, lequel accueille la réunion inaugurale dans le grand salon de la Résidence générale, le 27 février suivant. Cette société savante s'insère dans la série de ces institutions destinées à élargir et à formaliser une « science impériale pour l'Afrique »<sup>2</sup>. Postérieure d'une année à celle de l'École française d'Extrême-Orient, la fondation de l'Académie s'insère dans la dynamique de construction de l'érudition coloniale, tout en présentant la singularité d'une rencontre officielle entre les premiers chercheurs de terrain européens et la tradition des lettrés de la Cour du royaume merina. La célébration du centenaire de cette société savante, inaugurée le 23 juillet 2002 en présence du président Marc Ravalomanana<sup>3</sup> dans un contexte encore troublé par la crise post-électorale associée à son installation à la tête de l'État, traduit cependant le potentiel de résilience considérable de l'institution. À la charnière des années cinquante et soixante, l'Académie apparaît comme un lieu central des idées et des pratiques caractérisant le retrait contingent et consenti décrit par Burbank et Cooper<sup>4</sup>, s'agissant des empires coloniaux africains de la France et du Royaume-Uni.

---

<sup>1</sup> Rajaona Andriamananjara, « Madagascar's Academy is 100 years young : members and research through graphs and statistics », *Bulletin de l'Académie nationale des Arts, des Lettres et des Sciences. Numéro spécial du centenaire, 1902-2002*, p. 27.

<sup>2</sup> Voir Emmanuelle Sibeud, *Une science impériale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France, 1878-1930*, Paris, 2002, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 356 p.

<sup>3</sup> *Bulletin de l'Académie nationale des Arts, des Lettres et des Sciences, op. cit.*, p. XXVII-XXXI [sic].

<sup>4</sup> Jane Burbank et Frederick Cooper, « Empires of Development and the Development of Nations », *Empires in World History. Power and the Politics of Difference*, Princeton /Oxford, Princeton University Press, 2010, p. 420-429.

On évoquera d'abord le caractère opératoire des tensions<sup>5</sup> affectant le jeu impérial sur l'identification et la différence. Ce dernier offre un espace idéologique et social pour la création d'une communauté de communication susceptible de fournir le répertoire du discours politique associant la transmission de l'État colonial et celle de l'idéal du développement. Le deuxième temps de l'exposé s'attachera à cerner une autre facette de la négociation de l'État postcolonial, caractérisée par un ensemble de transactions avec le caractère de plus en plus clientéliste de l'exercice du pouvoir. L'Académie malgache offre à ce dernier la caution du maintien d'un espace social de débats tourné vers le bien public, apparaissant comme un isolat prestigieux mais déconnecté des bricolages notabiliaires à l'origine de la multiplication des crises politiques. On évoquera enfin l'ambivalence réelle de cet espace public résiduel au sein d'une société disloquée, livrée désormais « à Dieu et à Diable »<sup>6</sup> au jeu des exclusions, à l'image de beaucoup d'États de l'Afrique subsaharienne toute proche.

### **Résilience impériale et transmission de l'État**

En 1958, l'élection du premier président malgache de l'institution, Paul Radaody-Ralarosy, médecin à l'Institut Pasteur de Tananarive, fait figure de repère principal dans un processus transversal par rapport à la date de l'indépendance politique, deux ans plus tard. Au sein de la stratégie de transmission de l'État, l'Académie apparaît d'abord comme un lieu emblématique de renégociation morale de la rencontre coloniale, premier maillon de la concaténation<sup>7</sup> entre le colonial et le postcolonial. Cette renégociation passe d'abord par une assimilation réciproque effective des scientifiques du « territoire » accédant au statut d'État-nation, bien que l'application académique de cette malgachisation des cadres se fasse lentement. À la fin

---

<sup>5</sup> Frederick Cooper et Ann Laura Stoler, *Tensions of Empire. Colonial Cultures in a Bourgeois World*, Berkeley/Los Angeles/Londres, University of California Press, 1997, 470 p.

<sup>6</sup> Voir Jean-Pierre Dozon, *L'Afrique à Dieu et à Diable. États, ethnies et religions*, Paris, Ellipses, 2008, 138 p.

<sup>7</sup> Jean-François Bayart et Romain Bertrand, « De quel 'legs colonial' parle-t-on ? », *Esprit*, décembre 2006, p. 134-160.

de l'exercice de 1960, il n'y a que 7 membres titulaires malgaches sur 23<sup>8</sup>, majoritairement médecins. Les communications sur la langue et sur l'histoire malgaches sont ainsi faites par des étrangers, français ou missionnaires norvégiens et britanniques, alors même que l'élite des érudits malgaches contemporains figurait parmi les membres fondateurs en 1902.

La construction historique d'une « Tradition parfaite »<sup>9</sup> coloniale associant l'hégémonie du régiolecte merina et le rôle structurant de la monarchie tananarivienne dans la définition d'une identification globalisante ayant ouvert la voie au nationalisme moderne n'est manifestement pas exempte de contradictions. On se bornera ici à constater que la représentation des lettrés malgaches – majoritairement des évangélistes ou des pasteurs protestants issus de l'Église officielle précoloniale fondée par la *London Missionary Society* - a eu tendance à reculer au fur et à mesure de l'avancement du moment colonial. De plus, la cooptation académique occulte mal l'hégémonie du français et les ruptures de carrière entraînées par la conquête, en conformité avec l'analyse selon laquelle la colonisation suscite un bricolage social tissé de sociabilité inégalitaire et de construction de langages tiers, sur fond d'intérêt à court terme. Les quelques Malgaches cooptés en 1902 partagent la condition d'intermédiaires des anciens musiciens de la Cour, recyclés dans l'orchestre du gouverneur général et dans la Société philharmonique fondée par des cadres coloniaux. À l'Académie, les membres malgaches fondateurs interviennent fort peu dans des débats organisés essentiellement dans une langue étrangère qu'ils maîtrisent beaucoup moins bien que l'anglais. Ce sont des hommes d'âge mûr, anciens dignitaires d'une monarchie dont ils ont partagé les fastes pendant plusieurs décennies. Rabesihanaka avait atteint le statut de gouverneur de province à la veille de la conquête. Celle-ci fait de lui un employé de commerce dans une société de traite, puis un

---

<sup>8</sup> Voir « Liste des membres de l'Académie malgache au 1-1-1961 [sic] », *Bulletin de l'Académie malgache, Nouvelle Série – Tome XXXVIII, 1960, 1961 [sic]*, p. IX-XIV.

<sup>9</sup> Voir Romain Bertrand, *État colonial, noblesse et nationalisme à Java. La Tradition parfaite*, Paris, Karthala, 2005, 800 p.

épiciers de la capitale. Rasanjy était secrétaire particulier du Premier ministre et Andriamifidy, pour clore ici la série, a servi comme ministre des Affaires étrangères sous deux règnes.

À l'apogée de l'empire, l'Académie est donc un cénacle où se nouent surtout des débats entre Français, imbriqués dans le malentendu opératoire noué avec des dominés sous surveillance. Lorsque vient le temps des indépendances, le cas de l'académicien Albert Rakoto Ratsimamanga conduit jusqu'au paroxysme cette logique de renégociation graduelle des ajustements inégaux de la colonisation, traduite par un certain flottement des identifications politiques et par une circulation plus fluide des hommes entre la métropole impériale en instance de départ et sa périphérie insulaire. Petit-fils d'un oncle maternel de la reine Ranavalona III, Rakoto Ratsimamanga est exclu de facto du bénéfice du décret Fallières de 1909 concernant l'accès des Malgaches dits « évolués » à la nationalité française. Il arrache cependant les bases d'une citoyenneté impériale balbutiante et paradoxale, concrétisée par son difficile départ en France comme médecin indigène de la délégation malgache à l'Exposition coloniale de 1931<sup>10</sup>, puis surtout par un cursus médical parisien repris en première année, une thèse de biochimie et un poste de directeur de recherche au CNRS, dès 1944. Membre de la délégation malgache chargée de négocier les accords de coopération et premier ambassadeur de la République Malgache en France de 1960 à 1973, Rakoto Ratsimamanga est autorisé à cumuler sa charge avec son poste au CNRS. Le Bulletin de l'Académie malgache nous enseigne qu'il n'est admis qu'en 1960, année de sa prise de fonction en tant que « Haut-Représentant de Madagascar à Paris »<sup>11</sup>, avec un statut de membre « français ». Ce qualificatif est d'autant plus chargé de sens qu'il s'agit d'une erreur manifeste, Rakoto Ratsimamanga n'ayant accédé à la double nationalité que par son mariage avec une collègue française de son laboratoire, en 1963. Privé de son ambassade parisienne par la révolution nationaliste de 1972, il rentre à Madagascar où il ne vivait plus depuis une

---

<sup>10</sup> Raymond-William Rabemananjara, *Un fils de la lumière. Biographie d'Albert Rakoto Ratsimamanga*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 23-54.

<sup>11</sup> Voir « Liste des membres de l'Académie malgache au 1-1-1961 [sic] », *op. cit.*, p. XI.

quarantaine d'années. Il y accepte son nouveau rôle de père fondateur d'une biologie médicale nationale, autour de l'Institut de recherches appliquées qu'il a fondé à Tananarive en 1957, avec son traitement de directeur de recherche au CNRS et ses contacts parisiens.

La première décennie de l'indépendance se traduit pour les académiciens nationaux par un chevauchement accéléré des carrières scientifiques et administratives, dans une logique d'emploi des compétences tenant encore relativement en lisière celle de la rente étatique. Le répertoire du discours scientifique et technique, axé sur l'inventaire des ressources, reste celui du développement : la mise en récit est simplement devenue nationale. Malgré les ouvertures institutionnelles de la transmission de l'État, les limites de cette remise en cause de la situation coloniale<sup>12</sup> sont cependant marquées par la quasi-absence de bilinguisme dans le déroulement des séances et dans la rédaction du Bulletin de l'Académie, au-delà même de la « deuxième indépendance » de 1972. L'usage de la langue malgache comme langue de travail ne connaît un début de formalisation qu'à l'occasion de la publication du numéro spécial de 1977<sup>13</sup> relatif au 75<sup>e</sup> anniversaire de l'institution. Une partie minoritaire des articles – ceux consacrés à la langue malgache elle-même – est rédigée en malgache, avec des résumés en français. Tous les articles en français sont assortis d'un résumé en malgache.

### **Une arène de transactions avec l'État clientéliste**

À partir des années soixante-dix et quatre-vingt s'amorce une patrimonialisation des membres nationaux les plus anciens, lesquels font désormais figure de héros fondateurs, assortie d'un gonflement des effectifs causé par une large ouverture à la première génération succédant aux fondateurs français de l'Université Charles de Gaulle, en 1962. L'écart se creuse entre la pérennité du respect des règles antérieures importées, dosage de cooptation et de suffrage propre à toutes les sociétés savantes, et la généralisation des falsifications et du

---

<sup>12</sup> Georges Balandier, « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, 11, 1951, p. 44-79.

<sup>13</sup> Au cours de la période 1961-1980, 3 articles seulement sont rédigés uniquement en malgache, contre 11 en version bilingue français-malgache et 468 uniquement en français. Voir *Bulletin de l'Académie nationale des Arts, des Lettres et des Sciences*, *op. cit.*, p. 113.

factionnalisme propres aux échanges clientélistes de l'État « garde-barrière »<sup>14</sup>. Cette évolution est soulignée en creux par la différence des pratiques du personnel politique. Le président Philibert Tsiranana, ancien professeur assistant à l'École Le Myre de Vilers, homologue de l'École William Ponty, avait installé l'usage de visites impromptues dictées par le plaisir de s'instruire sur les choses malgaches. Didier Ratsiraka, quant à lui, ancien élève du lycée Henri IV et de l'École navale, évite même les apparitions protocolaires. Par son origine impériale et par l'horizon scientifique français et anglo-saxon de ses membres, l'Académie est à la fois un héritage encombrant de la colonisation et une récapitulation de l'ambiguïté culturelle non assumée des dirigeants issus de la révolution de 1972. Le nouveau chef de l'État cantonne l'institution à un rôle de caution symbolique du maintien de l'idéologie du développement, tout en tenant la plupart des académiciens à l'écart des positions de captation les plus avantageuses de la rente étatique<sup>15</sup>.

Le caractère profondément hiérarchique<sup>16</sup> de la société malgache antérieurement à la rencontre coloniale facilite ce confinement réticulaire du discours sur le développement, dans une cellule notabiliaire décrochée des réalités confuses de l'arène politique nationale tout au long des Deuxième et Troisième Républiques. Cette occultation objective du recul de l'État développementaliste est euphémisée par le continuum apparent de la construction d'un discours nationaliste sur le savoir. Celle-ci s'appuie en premier lieu sur le juridisme d'une accentuation progressive de l'orientation utilitaire des missions de l'Académie, telles qu'elles sont redéfinies par les décrets de 1969 et de 1993. Celui de 1969<sup>17</sup> créait quatre sections spécialisées, dont l'une consacrée aux « sciences appliquées », tout en plaçant l'Académie sous la tutelle symbolique du chef de l'État, institué « protecteur » de l'institution. Le décret

---

<sup>14</sup> Voir Frederick Cooper, « Les crises récurrentes de l'État garde-barrière », *L'Afrique depuis 1940*, Paris, Payot, 2002, p. 227-273.

<sup>15</sup> Didier Galibert, *Les Gens du pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoire*, Paris, Karthala, 2009, p. 75-95.

<sup>16</sup> Paul Ottino, *Les Champs de l'ancestralité à Madagascar. Parenté, alliance et patrimoine*, Paris, Karthala, 1998, 685 p.

<sup>17</sup> Voir *Bulletin de l'Académie nationale des Arts, des Lettres et des Sciences*, op. cit., p. XVIII [sic].

de 1993, quant à lui, change la dénomination de l'institution en Académie nationale des Arts, des Lettres et des Sciences. Cette pluridisciplinarité officielle achève nominalement le processus d'éloignement par rapport à l'orientation philologique et folkloriste d'origine, démentie progressivement par les faits dès les années vingt. Elle est assortie d'un nouveau resserrement théorique du contrôle étatique, par l'établissement de la tutelle administrative du Premier ministre et le contrôle – tout théorique également – du ministère des Finances sur le budget.

L'énonciation d'une mise en synergie des compétences par l'État est associée à la construction patiente d'un panthéon scientifique national. Celle-ci adopte d'abord une logique de mise en valeur rétroactive de travaux d'érudits plus ou moins tenus en lisière par la science impériale, sans aucune minoration des travaux d'érudition européens. Il s'agit d'infléchissements plus que de réhabilitations, parce que le filtre colonial de l'entre-deux-guerres a procédé finement. Les pasteurs dirigeant l'équipe de rédaction du *Boky Firaketana*, le « Dictionnaire encyclopédique »<sup>18</sup> unilingue paraissant sous forme de fascicules successifs à partir de 1937, disposent d'une reconnaissance officielle inversement proportionnelle aux sympathies nationalistes qui leur sont attribuées par l'administration. Le directeur de publication, Ravelojaona, n'est que membre correspondant de l'Académie, tandis que l'un de ses collaborateurs, le pasteur Henri Randzavola, est membre titulaire. Il est vrai que Ravelojaona est suspecté d'avoir fait partie d'une société secrète anticoloniale<sup>19</sup> et a été arrêté cinq mois et relâché, faute de preuve, en 1916. De façon plus tangible, il prêche dans toutes les paroisses réformées de l'île, spécifiant que « les Français ne seront pas indéfiniment parmi

---

<sup>18</sup> Voir *Boky firaketana ny fiteny sy ny zavatra Malagasy / Dictionnaire encyclopédique malgache*. La publication s'échelonne entre janvier 1937 et août 1952, à titre de supplément du journal tananarivien *Mpiadidy ny Fiainana sy ny Namana maro eran'ny Nosy* / « Le Tuteur et ses nombreux amis dans toute l'île » communément dénommé *Ny Fiainana* / « La Vie ».

<sup>19</sup> VVS : *Vy – Vato – Sakelika* / Fer – Pierre – Ramification. Il s'agit d'une organisation secrète créée en 1913 à l'initiative d'étudiants de l'École de médecine de Tananarive et rejointe par une partie des jeunes lettrés de la capitale. La plupart de ses membres sont arrêtés en décembre 1915, dont trente-quatre sont condamnés aux travaux forcés.



nous »<sup>20</sup> et insistant sur la capacité du peuple japonais à un changement culturel sans colonisation. Son élection au Conseil supérieur des colonies en 1939 apparaît bien comme une modalité supplémentaire du complexe malentendu opératoire colonial, ainsi que son refus de rallier l'insurrection de 1947 le démontre bientôt.

La révolution de 1972 suscite le départ progressif des fondateurs français de l'Université. Aussi la parole des premiers enseignants-chercheurs nationaux circule-t-elle désormais largement, alors que le défaut d'ancrage universitaire constituait une faiblesse de l'ensemble des institutions savantes de l'empire. De fait, la consécration de la première génération scientifique postcoloniale est réservée à ceux qui ont accédé aux échelons les plus prestigieux du savoir occidental. Durant la crise politique de 2002, au plus fort du combat factionnel, des hommages solennels sont associés aux décès successifs de Césaire Rabenoro - deuxième président malgache de l'Académie, docteur en pharmacie et docteur d'État en sciences politiques – et d'Albert Rakoto Ratsimamanga, déjà cité.

Le siège monumental de l'Académie introduit aussi une continuité topographique rassurante et ambivalente entre le colonial et le postcolonial, comme un miroir paysager renvoyant simultanément au jeu impérial de l'identité et de la différence et à l'appropriation nationale du territoire. Jusqu'en 1958, année de fondation de l'État républicain dans le cadre encore limitatif de la Communauté, l'Académie occupe une maison de style victorien précolonial. Celle-ci est construite en lisière du complexe scientifique inauguré en 1936 par l'ouverture d'un parc botanique et renforcé, dix ans plus tard, par la création d'un Institut de la recherche scientifique de Madagascar, devenu en 1953 une antenne de l'ORSTOM. La création de l'État postcolonial suscite un partage de ce bâtiment de l'ORSTOM avec l'Académie, dans un processus associant la contingence la plus immédiate et imprévisible et une véritable logique d'assimilation des élites scientifiques résidentes. Le bâtiment plus vaste

---

<sup>20</sup> Voir Centre des Archives d'Outre-Mer, cote PM 291 : « Conférence du pasteur Ravelojaona au temple Ziona de Majunga (8 septembre 1954) ».

que l'État colonial développementiste des années cinquante venait d'achever pour l'Académie échoit en fait à l'Assemblée nationale, de telle sorte que l'ex-société savante impériale partage quelques années le même toit que les expatriés de l'empire finissant. Malgré l'ambiguïté de cette transition ou peut-être tout autant grâce à elle, l'Académie malgache est demeurée pendant près de quarante ans le seul lieu de mémoire véritablement consensuel de l'État postcolonial, jusqu'à ce que le président Didier Ratsiraka tolère en 1999 l'érection d'un buste de Philibert Tsiranana à côté de la Stèle de l'Indépendance dressée sur la place du même nom, au cœur de la capitale. La bibliothèque, contrairement à celle de l'Assemblée nationale toute proche, n'a été pillée ni pendant la révolution nationaliste de 1972, ni pendant la grève générale associée à la transition démocratique en 1991.

La pérennité des lieux est associée à celle d'un rituel civique méticuleux et stable, scandé par le protocole des séances plénières et la routine plus intimiste des sections, ainsi que par la présence dans la vaste salle d'honneur d'un petit nombre d'objets symboliques renvoyant tous à la souveraineté du savoir, au respect du droit et à l'appropriation de l'État-nation : drapeau national, portrait du chef de l'État, petite table de l'orateur placée un peu de côté et en position avancée par rapport à la tribune toute simple du Bureau. Tous les signes visibles d'une République d'instituteurs vouée au bien public sont restés en place. La préservation de ce havre de paix dans le lent processus de désinstitutionnalisation de la vie politique malgache n'est pas dépourvue de similitude avec la coalescence coloniale des relations concrètes de pouvoir. Le caractère « schizophrénique »<sup>21</sup> de l'empire français des années d'après-guerre, avec son impossible mélange de répression massive et de promotion civique, n'est pas sans évoquer la contradiction majeure de l'État malgache postcolonial. Ce dernier affirme un modèle de domination et prétend modifier les vies, mais il a bien peu à offrir à une société possédant déjà sa déclinaison du droit au sol. Au-delà du pathos investissant le moment des

---

<sup>21</sup> Voir Jane Burbank et Frederick Cooper, *op. cit.*, p. 422.

indépendances, on peut ainsi se demander dans quelle mesure les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets. Un État aux finances rares et aux cadres peu nombreux est ainsi contraint de juxtaposer des lieux de sociabilité trop différents pour former un espace public. Plus que de trahison des élites, il est ici question d'une béance entre les arts de faire du quotidien<sup>22</sup> et les bases théoriques de la légitimité politique.

### **Un espace public résiduel**

La résilience de l'Académie malgache ne se laisse pas enfermer dans la fascination pour l'héritage de la mission civilisatrice et dans la logique réticulaire d'une société de notables. Cette dernière fait des situations de retrait un critère de distinction sociale, à l'image de ce qui se joue – comme en Afrique subsaharienne - dans la floraison des cénacles initiatiques, des séminaires partisans et des associations d'anciens élèves des institutions européennes et nord-américaines de formation. Considérées dans une durée plus longue et transversale par rapport à la rencontre coloniale et à son lent dénouement, les séances de l'Académie ne constituent pas le pur simulacre de ses missions officielles. Il s'y noue des transactions culturelles plus profondes, mobilisant toutes les traces mémorielles d'une société dans laquelle la question de la rencontre avec l'Autre est très antérieure à la conquête coloniale et n'a cessé de s'élargir, dans un contexte d'infériorité géopolitique permanente.

À l'intérieur des limites d'audience fixées par la cooptation, bien des choses peuvent être dites ou, plus encore, effleurées, à l'écart d'une astreinte d'autocensure et de rétorsion physique caractérisant la société malgache. Le degré d'interconnaissance des présents et le partage d'une connaissance très fine des règles de la parole publique – le discours oratoire *kabary*<sup>23</sup> – autorisent des échanges échappant à l'hôte étranger de passage. À cet égard, les routines de l'Académie sont aux universitaires, aux grands cadres administratifs et à leurs

---

<sup>22</sup> Michel de Certeau, *L'Invention du quotidien (Arts de faire I)*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1980, 374 p.

<sup>23</sup> Paul Ottino, « Les discours oratoires *kabary* et les joutes de paroles *hainteny* », in Noël-Jacques Gueunier, Narivelo Rajaonarimanana et Pierre Vérin, éd., *Le Scribe et la grande maison. Études offertes au professeur J. Dez, Études Océan Indien*, n° 15, Paris, INALCO, coll. Publications Langues'O », 1992, p. 93-104.

protégés ce que les compétitions sportives, les productions médiatiques interactives et les spectacles de variétés sont pour le plus large public surtout citadin. Les dits et les non-dits sur le lien social permettent en filigrane la mise en dialogue de la greffe de l'État wébérien<sup>24</sup> hérité du moment des indépendances et d'une archéologie patiente des savoirs indigènes sur le lien social et le pouvoir. Cette dernière emprunte des chemins contingents et souvent sinueux. Il y est question de la pharmacopée insulaire et de la modalité malgache du « retour des rois »<sup>25</sup> à travers la multiplication de rituels calendaires remaniés et celle des associations de descendants de souverains – en particulier les *andriana* merina -. À titre d'exemple, on citera une communication prononcée lors du colloque « Sociétés, valeurs et développement » organisé les 29 et 30 juillet 2002, dans le cadre du centenaire de l'Académie. L'auteur, elle-même académicienne, est professeur d'histoire à la faculté des lettres de Tananarive. Le titre mérite d'être cité in extenso : « Les associations d'*andriana* en Imerina : leur contribution à la préservation des valeurs culturelles et à la formation de la nation malgache »<sup>26</sup>. Derrière cette formulation consensuelle, les sinuosités de l'exposé laissent entendre une grande pluralité de voix. Elles associent une vigoureuse condamnation de la réinvention des prérogatives aristocratiques, une fascination pour un patrimoine symbolique contribuant à combattre la dislocation de l'imaginaire national et l'imposture de l'idéal du développement, une difficulté manifeste à concilier le respect de toutes les identifications insulaires avec celui de la modernisation conservatrice du royaume merina. Droit naturel, reconstruction nationale et ethnicité morale se croisent sans se rejoindre, dans une forme de dialogisme sans caractérisation formelle et sans conclusion. Cet entrelacs conduit à questionner l'épaisseur

---

<sup>24</sup> Jean-François Bayart, *La Greffe de l'État*, Paris, Karthala, 1996, 404 p.

<sup>25</sup> Voir Claude-Hélène Perrot et François-Xavier Fauvelle-Aymar, éd, *Le Retour des rois. Les autorités traditionnelles et l'État en Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et sociétés », 1999, 568 p.

<sup>26</sup> Voir Lucile Rabearimanana, *Mémoires de l'Académie nationale des Arts, des Lettres et des Sciences. Vokatry ny Fihaonam-pikarohana fahadimy ho Fankalazana ny fahazato Taonan'ny Akademia Malagasy : Fiarahamonina sy Soatoavina ary Fampanandroana / Proceedings of the fifth Symposium for the Centenary of Madagascar's Academy : Communities, Values and Development / Actes du Cinquième Colloque du Centenaire de l'Académie malgache : Sociétés, Valeurs et Développement (29-30 jolay / july / juillet 2003)*, Antananarivo, Fascicule XLVII, p. 57-63.

concrète d'une vision historique selon laquelle le champ discursif de la décolonisation pourrait être réduit à un face-à-face entre des discours dérivatifs<sup>27</sup> sur l'État et des actes de dissidence populaire peu verbalisés. Il faut ainsi poser le problème dans les termes plus généraux du changement culturel et se demander dans quelle mesure l'élite malgache la plus confrontée aux catégories de pensée occidentales se trouve en situation d'énoncer frontalement les enjeux profonds de la légitimité politique. C'est la question du décentrement du regard, telle qu'elle est posée par Chakrabarty<sup>28</sup> dans un ouvrage moins polémique que son titre ne le laisse augurer. En tout état de cause, ces enjeux de l'indigénisation des savoirs sociaux sont au cœur de ce que Bourdieu appelle « le champ du pensable politiquement »<sup>29</sup>. La société malgache apparaît engagée dans une brèche historique<sup>30</sup> entre les héritages très anciens d'une conception « héroïque »<sup>31</sup> du pouvoir, selon laquelle la personne physique et morale du souverain résume l'ensemble de l'histoire et des identifications politiques, et le catéchisme de la modernité démocratique plus ou moins imposée. Devant cette modalité locale de la négociation entre le modèle de la domination légale-rationnelle et celui de la monarchie sacrée, question classique de l'anthropologie politique, l'Académie malgache apparaît comme un relais privilégié de ces lieux de mémoire postcoloniaux que sont les « congrès scientifiques à connotation historique »<sup>32</sup>, pour reprendre la formule de Coquery-Vidrovitch, appliquée à la multiplication des commémorations savantes du moment colonial en Afrique occidentale francophone.

---

<sup>27</sup> Partha Chatterjee, *Nationalist Thought and the Colonial World : a Derivative Discourse ?*, Londres, Zed Press, 1986, 181 p.

<sup>28</sup> Dipesh Chakrabarty, *Provincialiser l'Europe. La pensée postcoloniale et la différence historique*, Paris, Éditions Amsterdam, 2000, 382 p.

<sup>29</sup> Voir Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979, p. 465.

<sup>30</sup> Hannah Arendt, « Préface. La brèche entre le passé et le futur ». *La Crise de la culture. Huit exercices de pensée politique*, Paris, Gallimard, 1954, p. 13-27.

<sup>31</sup> Voir Marshall Sahlins, « L'histoire héroïque », *Des îles dans l'histoire*, Paris, Hautes Études/Gallimard/Le Seuil, 1989, p. 52-65.

<sup>32</sup> Voir Catherine Coquery-Vidrovitch, « Lieux de mémoire et occidentalisation », in Jean-Pierre Chrétien et Jean-Louis Triaud, éd., *Histoire d'Afrique. Les enjeux de mémoire*, Paris, Karthala, p. 384.

La réinvention des frontières de l'ethnicité léguées par la bibliothèque coloniale<sup>33</sup> est beaucoup plus difficile parce qu'elle interfère avec l'instrumentalisation des identifications collectives, telle qu'elle est orchestrée par le combat factionnel. Le débat sur la notion de population régionale s'éteint dans les années soixante-dix et celui sur la construction dynamique des frontières ethniques<sup>34</sup> est ignoré. Sans doute y a-t-il là, précisément, une frontière, que l'enclavement lié au naufrage des campus malgaches ne suffit pas à expliquer : celle d'une certaine impunité notabiliaire, associée à l'héritage colonial de la distribution inégale du savoir au bénéfice de la jeunesse tananarivienne et, à un degré moindre, du Centre-Sud quadrillé par les missionnaires catholiques. Une telle inégalité se reflète dans la prépondérance écrasante du nombre des académiciens originaires des hautes terres centrales, merina et betsileo.

Ce caractère d'espace public résiduel dans une société imprévisible et dangereuse permet aussi, en termes à peine moins voilés, un débat sur la définition de soi par rapport aux autres, c'est-à-dire à tous ceux qui sont extérieurs à une population insulaire aux phénotypes variés mais à l'unité culturelle forte, qu'il s'agisse des croyances religieuses autochtones, des règles de parenté et du droit au sol qui lui est associé. La nationalité malgache de la quasi-totalité des membres titulaires est acquise au cours des années soixante-dix. Elle permet de repenser à nouveaux frais une identification culturelle posée dès le XIX<sup>e</sup> siècle en termes de mimétisme et de rivalité<sup>35</sup>, lorsque les missionnaires de la LMS confinent les meilleurs parmi les premiers lettrés christianisés dans un rôle de traducteurs, qu'il s'agisse de préparer une réédition de la première Bible en malgache publiée en 1835 ou de rendre possible la diffusion de la littérature religieuse étrangère. La matrice mémorielle des institutions culturelles de la Cour merina – en

---

<sup>33</sup> Valentin Yves Mudimbe, *The Invention of Africa : Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge (African Systems of Thought)*, Bloomington/Indianapolis/Londres, Indiana University Press/James Currey, 1988, 256 p.

<sup>34</sup> Fredrick Barth [1969], « Les groupes ethniques et leurs frontières », in Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995, p. 203-249.

<sup>35</sup> Françoise Raison-Jourde, « La place du rapport à l'étranger dans la construction de l'identité merina. La vue des 'gens d'en-haut' », *Bible et pouvoir à Madagascar. Invention d'une identité chrétienne et construction de l'État*, Paris, Karthala, 1991, p. 739-764.

particulier le *Kolejy* de théologie, lequel fournit aussi le personnel des gouverneurs de provinces et des premiers ministères - joue ici un rôle analogue à celui du bâti. Elle rassure sur la profondeur chronologique relative de l'introduction de la culture écrite et du christianisme, dans une vision comparative sous-informée, globalisante et péjorative des sociétés de l'Afrique subsaharienne, tout en fournissant la preuve de l'appropriation du savoir étranger.

De façon approfondie mais presque aussi confinée, l'Académie est aussi un véritable laboratoire de construction d'une langue véritablement nationale, décrochée de la domination précoloniale du royaume merina de Tananarive et du choix linguistique d'opportunité effectué dès les premières années de la conquête coloniale. Ce travail de fond, organisé par un Centre des langues créé au sein de l'Académie en 1993, culmine en septembre 2002 dans l'élaboration d'un Dictionnaire encyclopédique malgache unilingue publié dès 2005<sup>36</sup>. L'ouvrage – inaccessible à la plupart de ses lecteurs potentiels pour une raison de coût - a mobilisé 135 collaborateurs originaires de l'ensemble de la Grande Île. Il présente tous les régiolectes parlés à Madagascar à partir des entrées lexicales du malgache officiel, réduisant la langue nationale à une simple valeur d'usage, fédératrice pragmatique d'une identification nationale. Cette entreprise de sécurisation linguistique doit être placée en contrepoint de l'adoption impromptue en 2007 du trilinguisme officiel malgache, français et anglais, fondue à l'intérieur d'un référendum<sup>37</sup> visant surtout à renforcer le pouvoir présidentiel.

## **Conclusion**

Au terme de l'exposé, on voudrait d'abord interroger la réalité et la limite de l'exemplarité de cette société savante impériale devenue un outil du nationalisme culturel. L'élection en

---

<sup>36</sup> Académie malgache, *Rakibolana Rakipahalalana*, Antananarivo, New Print, 2005, 1157 p.

<sup>37</sup> Il est organisé le 4 avril 2007 et concerne simultanément le remplacement des 6 provinces autonomes par 22 régions, la suppression de la laïcité de l'État et l'autorisation pour le Président de gouverner par ordonnances en fonction de circonstances exceptionnelles dont il reste seul juge, sans limitation de temps définie.

1958 d'un médecin malgache pasteurien est compatible avec l'idée d'un Nous impérial différentialiste<sup>38</sup>, infléchi dans un sens plus égalitaire. Son successeur élu en 1973, Césaire Rabenoro, a fait une carrière d'ambassadeur et de grand commis des projets d'aménagement de la Première République. Il apparaît cependant très vite comme l'homme du continuum entre cette vision encore marquée par l'idée de citoyenneté impériale associée à la formule politique de la Communauté française, d'une part, la revendication globalisante d'une différence culturelle sous les espèces de la « malgachéité », d'autre part. Malgré la tentative d'unification sous l'autorité de la monarchie tananarivienne au XIX<sup>e</sup> siècle, la définition d'une « Tradition parfaite » de l'État-nation apparaît ici largement rétroactive et conditionnée par le recul de l'ethnisation savante de l'érudition coloniale, au moment même où le combat factionnel tend à durcir les frontières entre les groupes culturels de la Grande Île. Conservatoire de l'idéal du développement, lieu de mémoire de la transaction hégémonique<sup>39</sup> avec l'ancienne puissance impériale et cellule résiduelle d'un véritable débat public sur les savoirs indigènes, l'Académie nationale malgache apparaissait en 2002 comme la possible fabrique d'une reformulation post-impériale de la notion de développement politique. Il est difficile de ne pas évoquer le nouvel isolement auquel la condamne la période ouverte en 2009, caractérisée par un paroxysme inégalé du combat factionnel et par un processus de fragmentation générale des institutions. Le relevé des concaténations avec l'univers d'expérience et l'arène politique du temps impérial nous permet certes d'échapper à une vision globalisante et téléologique de la décolonisation. Comme le démontrent les pilleurs et les incendiaires de janvier 2009 dans la capitale malgache, cette mise à plat historique des subjectivités ne doit pas occulter le gouffre désormais béant entre les institutions étatiques et l'ensemble de ceux qu'elles ne font plus rêver.

---

<sup>38</sup> Benoist de l'Estoile, *Le Goût des autres. De l'Exposition coloniale aux Arts premiers*, Paris, Flammarion, 2007, 454 p.

<sup>39</sup> Romain Bertrand, « Les sciences sociales et le 'moment colonial'. De la problématique de la domination coloniale à celle de l'hégémonie impériale », CERI, *Questions de recherche*, 18, juin 2006, 41 p.